



## Un panorama des monnaies sociales et complémentaires en Europe

Wojtek Kalinowski  
Co-Directeur de l'Institut Veblen

Les monnaies sociales et complémentaires tentent de répondre à la triple crise économique, sociale et écologique à laquelle les pays européens sont confrontés depuis plusieurs décennies. Les évolutions récentes en France reflètent assez fidèlement les dynamiques observées ailleurs en Europe occidentale : les toutes dernières années ont été marquées par la multiplication des banques de temps et des monnaies locales soutenues par les collectivités territoriales. Dynamique et innovant sur le plan social mais aussi technique, ce mouvement suit globalement une évolution cyclique, avec plusieurs « vagues » d'essaimage suivies d'un déclin relatif, et au final peu de projets suffisamment pérennes pour permettre un bilan solide.

Le dynamisme des dispositifs varie d'un projet à l'autre, et la dynamique d'ensemble d'un pays à l'autre : la Grande-Bretagne et l'Allemagne paraissent comme des sources majeures d'innovation, en partie grâce à la coexistence des traditions intellectuelles locales (E. F. Schumacher et le mouvement écologique, Silvio Gesell et la « monnaie franche », etc.) et des diffuseurs d'idées capables de mobiliser les acteurs de terrain (comme la New Economics Foundation ou le Schumacher College en Grande-Bretagne). En comparaison, la vague plus récente de monnaies sociales et complémentaires dans l'Europe méditerranéenne porte les marques des solutions de nécessité élaborées dans le contexte d'une crise sociale sans précédent. Et la plupart des tentatives pour implanter les monnaies complémentaires dans l'Europe centrale et orientale – ou, plus rarement, dans les pays scandinaves – se sont soldés jusqu'ici par l'échec.

*Texte issu d'une contribution à la mission interministérielle sur les monnaies locales et complémentaires, créée en février 2014 par Benoît Hamon et Cécile Duflot, alors respectivement ministre de l'ESS et ministre de l'Égalité des territoires et du logement, et confiée à Christophe Fourel, Chef de la Mission Analyse Stratégique, Synthèses et Prospective à la Direction Générale de la Cohésion Sociale, et à Jean-Philippe Magnen, alors élu Nantes et Nantes métropole en charge pendant 13 ans de l'ESS et vice président du RTES.*

L'histoire récente des monnaies complémentaires en Europe remonte au milieu des années 1980, lorsque les premières expériences des systèmes d'échange locaux (SEL/LETS), venues du Canada, ont apparu en Grande-Bretagne pour ensuite migrer vers d'autres pays européens. Ces premiers projets ont échoué, mais une nouvelle vague a émergé au début des années 1990 dans le sillage de la crise économique de l'époque. Vers la fin de la décennie, la Grande-Bretagne comptait ainsi 450 LETS, avec environ 40 000 membres. A la même époque, le modèle s'est diffusé rapidement sur le continent, notamment en France, en Allemagne, en Belgique et aux Pays-Bas. Outre-Rhin par exemple, où la plupart des *Tauschringen* avaient opté pour le temps comme unité de compte en s'approchant ainsi du

modèle des banques de temps, une étude réalisée au début des années 2000 (Niemeyer, 2002) estimait à 300 le nombre de dispositifs actifs, et celui d'adhérents à 80 en moyenne. L'étude pointait aussi la faible densité des échanges comme le principal frein au développement de ce modèle ; la situation n'a guère changé depuis, et le diagnostic de l'époque reste valable. L'évolution a été similaire en **France**, où les chiffres évoqués aujourd'hui – environ 500 dispositifs, chacun avec une centaine d'utilisateurs en moyenne – sont similaires aux observations faites à la fin des années 1990. Après un essaimage rapide, les années 2000 représentaient donc une stabilisation voire un essoufflement, alors même que d'autres modèles commençaient à émerger.

La **Grande-Bretagne** demeure en revanche une source majeure d'innovation monétaire. C'est là où s'est formé le mouvement des « **Villes en Transition** », un ensemble d'initiatives citoyennes locales visant à préparer les villes à la transition écologique et énergétique ; c'est dans ce cadre que la plupart des monnaies locales britanniques – Bristol Pound, Brixton Pound, Totnes Pound, Stroud Pound, Lewes Pound... – ont été développées. C'est aussi outre-Manche que l'on retrouve aujourd'hui un réseau particulièrement dynamique des banques de temps : la Time Bank Union britannique fédère aujourd'hui près de 300 dispositifs locaux sur tout le territoire, revendiquant quelques 350 000 utilisateurs.

Un aspect particulièrement intéressant du développement sur les îles britanniques concerne l'implication des collectivités territoriales. Du côté des monnaies locales, à Bristol et à Brixton les autorités autorisent aux entreprises présentes sur le territoire de verser la **taxe locale** professionnelle (« business rate ») en monnaie locale, et une extension aux particuliers est en discussion. Pour stimuler l'injection de la monnaie complémentaire dans le circuit monétaire local, des programmes volontaires ont été proposés aux employés des collectivités, qui peuvent accepter une fraction de leur salaire en monnaie locale (le maire de Bristol a donné exemple dès son élection en 2012, en annonçant qu'il sera versé l'intégralité de son salaire en Bristol Pound).

Du côté des banques de temps, il convient d'observer l'apparition des **crédit-temps publics**, dont le rôle est d'insérer les services publics et les collectivités dans la sphère des échanges en temps. Ainsi, la ville de Londres a lancé en 2012 un « Time Credit Scheme » dont la gestion est confiée à l'ONG caritative Spice : en s'appliquant dans la production des services publics ou en aidant les associations locales, les habitants accèdent à une vaste palette de services (récréation, sports, tourisme culture, santé, etc.), à Londres mais aussi ailleurs dans le pays. D'après le catalogue d'été 2014, les quelques 13 000 habitants qui participent au programme gagneraient environ 10 000 heures par an ; la densité des échanges est donc faible pour le moment.

On retrouve une deuxième source importante d'innovations monétaires dans les pays de langue allemande, où les porteurs de projet s'inspirent volontiers des expériences d'entre-deux-guerres et des travaux de Silvio Gesell sur la monnaie « fondante ». En **Allemagne**, le réseau « **Regiogeld** » fédère ainsi environ 70 monnaies locales à vocation commerciale, émergées au début des années 2000 et obéissant souvent au principe gesellien de la « fonte » de la monnaie. L'exemple le plus connu dans ce groupe est le Chiemgauer, créé en 2003 dans la commune bavaroise de Prien am Chiemsee ; il représente une masse de circulation – environ 500 000 euros – supérieure à toutes les autres monnaies Regio prises ensemble (en moyenne, il s'agit donc plutôt de 10 mille euros en circulation). Comme dans le cas des SEL, l'essaimage rapide des années 2000 s'est arrêté par la suite ; la fermeture récente de quatre projets laisse penser que les Regio eux-aussi cherchent un deuxième souffle, malgré la notoriété du Chiemgauer. L'association nationale Regiogeld Verband reconnaît aussi le problème de la pérennisation : sans subvention et avec des recettes

propres insuffisantes, ces projets reposent fondamentalement sur l'engagement des bénévoles.

La situation est similaire en **Autriche**, où l'on recense une trentaine de *Tauschkreise* et où les monnaies locales apparaissent surtout dans le Land Vorarlberg, situé à la frontière occidentale du pays. Cinq monnaies locales y circulent actuellement, la plus grande accueillant quelques 150 entreprises membres et mettant 100 000 euros en circulation. Vorarlberg est aussi la région qui accueille la banque de temps la plus dynamique du pays (Talente Vorarlberg, 1800 membres). Quant à la **Suisse alémanique**, on y retrouve un réseau de banques de temps réunies au sein de l'association TALENT, mais le pays reste surtout connu pour la monnaie de crédit-mutuel WIR, la seule « survivante » des monnaies complémentaires créées à l'époque d'entre-deux-guerres, utilisée actuellement par 60 000 PME suisses.

La **Belgique** et les **Pays-Bas** ont suivi les tendances observables en France et en Allemagne, avec l'apparition des SEL dès les années 1990. Plus récemment, une série de monnaies locales ont été lancées ou soutenues par les municipalités : en Belgique, le débat se focalise actuellement sur l'Eco-iris lancé à **Bruxelles** avec le soutien du ministère de l'Environnement, un projet controversé au vu des frais de fonctionnement sans commune mesure avec la masse monétaire en circulation. En 2013 la ville d'**Amsterdam** a lancé la monnaie locale *makkie* dans le quartier défavorisé Makassarsquare ; ce dispositif récompense des gestes citoyens d'une façon similaire au *Torekes* à **Gand** en Belgique néerlandophone. Une série d'autres villes néerlandaises (Groningen, Leiden, Nijmegen...) préparent actuellement leurs projets respectifs, tandis que la ville de Rotterdam a déjà lancé deux projets en parallèle : une monnaie temps (*zuidlings*) destinées aux quartiers défavorisés de la ville et une monnaie de crédit-mutuel (*dam*) destinées aux PME locales. Le dynamisme des Pays-Bas ne date pas d'aujourd'hui – c'est ici qu'ont vu le jour les premières expériences des cartes « green for green » (NU/Spaarpas du début des années 2000) – et s'explique par la présence d'un acteur local particulièrement dynamique dans la promotion et la mise en place des monnaies locales et complémentaires (Qoin Foundation)

**L'Europe méditerranéenne** a connu, dans le sillage de la crise économique, un essor rapide des monnaies de plusieurs types, notamment des banques de temps. L'évolution a été la plus spectaculaire en **Grèce**, où le nombre de projets a cru de 1 à environ 70 entre 2008 et 2014 ; d'après la recherche disponible, une quarantaine de ces dispositifs seraient réellement actifs (Sotiropoulou 2014). En **Espagne**, les banques de temps existent depuis 1998 mais se sont multipliées à partir de 2008/2009, portées par des municipalités ou des ONG caritatives comme Salud y Familia. On en compte environ 300 actuellement, dont environ 40 à Madrid et 50 à Barcelone, la plus grande d'entre elles revendiquant 3000 membres. Le pays compte également plusieurs dizaines de projets de monnaie locale présents sur tout le territoire.

Les mêmes tendances sont visibles mais moins prononcées au **Portugal**, où les banques de temps ont été introduites en 2002 par le mouvement des femmes. Le réseau s'est rétréci au cours des années 2000, et le regain d'intérêt à partir de 2011 ne compense que partiellement ce recul. En **Italie** en revanche, ce type de dispositif avait connu une forte croissance avant la crise de 2008/2009, grâce notamment au contexte législatif favorable (la loi passée en 2000). En 2002, une étude avait ainsi recensé 250 banques de temps dans la péninsule, à comparer avec 430 identifiés aujourd'hui par l'Associazione Nazionale Banche del Tempo. En parallèle, une série de monnaies locales « solidaires » a été mise en place depuis 2008 par l'association Arcipelago SCEC, un réseau national d'environ 15 mille particuliers et 2 mille entreprises. Il faut également noter la monnaie de crédit-mutuel Sardex en Sardaigne, qui veut

reproduire le succès du WIR suisse, ainsi qu'une série d'autres monnaies locales développées par les municipalités ou les groupes de commerçants locaux. En réponse à ces évolutions sur le terrain, le nouveau projet de loi italien – actuellement en discussion au Parlement – propose un cadre législatif accommodant aux monnaies locales et aux monnaies de crédit mutuel.

La situation est très différente en **Europe centrale et orientale**, où les premiers LETS ont apparu au milieu des années 1990, introduits le plus souvent par les milieux écologistes. La plupart des projets a rapidement décliné, et l'histoire s'est répétée dans les années 2000 avec les banques de temps. Ainsi, en **République Tchèque**, aucun des projets démarrés aux alentours des années 2000 n'est actuellement en activité. Même situation en **Slovaquie** voisine, où une quinzaine de SEL avaient vu le jour au début du siècle, ou encore en **Hongrie**, où l'introduction des SEL s'est faite avec le soutien des organisations autrichiennes et britanniques. En **Pologne**, une vingtaine de banques de temps a été lancée au milieu de années 2000 avec le soutien des fonds européens (programme EQUAL, fonds de cohésion sociale) ; la quasi-totalité des projets a été abandonné lorsque le financement initial avait été épuisé. Une étude réalisée au milieu des années 2000 (Zagata 2004) pointait les difficultés liées aux traits spécifiques des sociétés post-communistes : la faiblesse du tissu associatif local et l'absence de leaders sociaux locaux, le peu de confiance accordée aux institutions et à la société civile, la combinaison de l'individualisme et du repli sur la vie familiale, etc. Ce diagnostic reste encore largement valable.

Quelques projets ont néanmoins vu le jour ces dernières années ; en **Pologne**, la monnaie de crédit mutuel « Dobry » a été lancée en janvier 2014, tandis que les monnaies locales se frayent leur chemin en **Hongrie**, soutenues par nombre de collectivités mais aussi des politiques au niveau national. Les premiers résultats en sont le « *Kékfrank* », lancé en 2010 par un groupe d'entrepreneurs locaux de la ville de Sopron, et le « *Balaton Korona* », mis en place en 2012 par sept villes de la région de Balaton.

Enfin, quant aux **pays scandinaves**, les SEL/LETS y ont connu le même cycle d'essor et de stagnation, même si les projets n'ont jamais été aussi nombreux qu'ailleurs. Au-delà de ce modèle, on observe quelques projets sporadiques, comme la banque de temps d'Helsinki en **Finlande** ou la monnaie locale « *Euronäs* » en **Suède**, gérée directement par la commune Höganäs, mais globalement les monnaies complémentaires restent quasiment absentes du débat public, si ce n'est à travers les reportages des initiatives en cours dans l'Europe du Sud.

### *Conclusion*

Ce rapide panorama européen ne prétend à aucune exhaustivité – nous en avons notamment exclu les projets de plate-forme d'échange interentreprises – et il ne se veut pas conclusif : il est trop tôt pour dire jusqu'où portera la vague la plus récente d'innovations monétaires en Europe, celle qui a émergé dans le sillage de la crise économique 2008/2009. On peut néanmoins observer que les projets demeurent fragiles parce qu'ils évoluent dans un contexte institutionnel hostile au principe même de la pluralité monétaire. D'où l'intérêt de suivre la nouvelle législation italienne et la pratique des collectivités territoriales britanniques. Mais le problème vient plus profondément de l'articulation de la sphère des échanges « parallèle » avec l'organisation économique dans son ensemble. Là où elle repose sur la distinction entre activités professionnelles et non professionnelles (comme dans le cas des SEL et de la plupart des banques de temps), cette articulation est plus facile mais ses effets sont aussi plus limités, réparateurs plus que transformateurs, et l'histoire des projets de monnaie complémentaire enseigne que l'engagement des bénévoles

tend à s'épuiser avec le temps. Là où la monnaie parallèle intègre au contraire le circuit commercial, le potentiel est plus grand mais la circulation se révèle limitée : rares sont les exemples de projets affichant 1000 utilisateurs. Beaucoup d'efforts ont été déployés ces dernières années, non sans succès, pour faire accepter les monnaies par les commerces locaux, mais le véritable problème apparaît du côté des utilisateurs individuels, qui semblent réticents à s'en servir alors même qu'ils disent partager les valeurs que les monnaies sociales portent. En conséquence du faible nombre d'utilisateurs, le soutien financier nécessaire au maintien des projets dépasse en règle la masse monétaire en circulation, les recettes propres restent limitées alors que les bailleurs de fonds s'attendent à une auto-suffisance progressive. Bien conscients du défi, les porteurs de projets misent surtout sur les améliorations techniques, les partenariats institutionnels et une meilleure communication vis-à-vis des habitants. Les prochaines années montreront dans quelle mesure ces réponses permettront de relever le défi de la pérennisation.

## Bibliographie

- Cuenca García, Cristina (2011), Bancos de Tiempo : una reflexión desde la Psicología Social Crítica. Dificultades, éxitos e impacto de los Bancos de Tiempo españoles. "Thirty years of community currencies – what next?" February 16-17th, Lyon, France
- Niemeyer, Verena (2002), Tauschringe in Deutschland, Diplomarbeit, Universität Heidelberg.
- Hontschoote, Frédéric, Les monnaies locales : création et rentabilité d'un capital social. Analyse comparative de l'Ithaca Hour et du Sel de Paris », DEA de sociologie du pouvoir, Université de Paris VII Jussieu
- Seyfang, Gill (2006), Sustainable Consumption, the New Economics and Community Currencies. Developing New Institutions for Environmental Governance, *Regional Studies*, Vol 40, N° 7.
- Reichel, Janusz, *Rzecz o pieniądzu dla lokalnych społeczności, czyli małe jest najpiękniejsze* – Wyd. Zielone Brygady, Kraków 1997.
- Thiel, Christian THE GERMAN REGIOGELD SYSTEM AND ITS HANDLING IN EVERYDAY LIFE. Working paper to be presented at the International Conference on Community Currencies, "Thirty years of community currencies – what next?" February 16-17th, 2011, Lyon France
- Żwawa, Andrzej, *Ekonomia Alternatywna – obecność idei w Polsce, eksperymenty, wnioski, które z nich wynikają, oraz omówienie potencjalnych, szans na rozwój tej ekonomii.* [http://www.es.teksty.ekonomiaspoleczna.pl/pdf/2008\\_2\\_es\\_teksty.pdf#zoom=100](http://www.es.teksty.ekonomiaspoleczna.pl/pdf/2008_2_es_teksty.pdf#zoom=100)
- Volkman, Krister (2011), Solidarity economy between a focus on the local and a global view. Regional currencies in Germany, Austria and Switzerland, "Thirty years of community currencies – what next?" February 16-17th, 2011, Lyon France
- Sotiropoulou, Irene, Exchange Networks & Paralle Currencies on the Map of Greece, Working paper to be presented at the International Conference on Community Currencies, "Thirty years of community currencies – what next?" February 16-17th, 2011, Lyon France
- Sotiropoulou, Irene, « The crisis of the Eurozone & the rise of parallel currencies in Southern Europe: The Greek case », présentation aux rencontres de Villarsceaux, le 27/29 juin 2014.
- Sárdi, Gábor ; Parádi-Dolgos, Anett ; Varga, József, « Comparative analysis of the Hungarian complementary currency systems », 2012
- Szalay, Zsuzsanna - LETS in the Central European Post-Communist Countries (including Hungary) , Jelínek P., Szalay Zs., Konečný A. Jelínek Petr, Mendel University, Brno, 2011
- ZAGATA, L. (2010) Czech LETS. Empirical study on local complementary currencies in the Czech Republic, *Czech University of Agriculture, Prague, Czech Republic Agriculture Economy*, 51, 2005 (6): 271–278
- Visotschnig, Andrea (2010), Die Regionalwährung Waldviertler. Auswirkungen eines Projektes solidarischer Ökonomie auf die Regionalentwicklung », Diplomarbeit am Institut für Regional- und Umweltwirtschaft, Wien.